



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Présentation

J.-B. Chombart de Lauwe

---

### Citer ce document / Cite this document :

Chombart de Lauwe J.-B. Présentation. In: Économie rurale. N°96, 1973. Le rôle des économistes ruraux. pp. 3-4;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1973\\_num\\_96\\_1\\_2205](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_96_1_2205)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# PRÉSENTATION

par Jean CHOMBART de LAUWE

Président de la SFER

Un public nombreux et attentif a participé à la session des 14 et 15 décembre 1972 sur le rôle des économistes ruraux. Ce numéro 96 d'« Economie rurale » présente les exposés et les débats qui les ont suivis ; il nous paraît cependant opportun d'ajouter quelques remarques en notre nom personnel.

Tout d'abord on a beaucoup parlé de la « **spécificité de l'économiste rural** ». D'après le Robert, le rôle c'est « l'influence que l'on exerce, la fonction que l'on remplit ». Eh bien, le rôle de l'économiste rural est de faire ce que les autres économistes ne font pas ou font mal parce qu'ils n'ont pas la formation suffisante (par exemple dans les domaines des techniques agricoles, de la compréhension du milieu rural, des rapports de l'agriculture avec les autres branches d'activité...). Cette définition volontairement restrictive ne mérite-t-elle pas d'être rappelée au moment où nos agriculteurs luttent dans la dure concurrence du Marché commun et ont, de ce fait, tant besoin de directives ?

Ceci nous conduit à souligner que la recherche agronomique est, selon nous, principalement une recherche appliquée. Écoutons Gaston Berger : « la différence entre recherche fondamentale et recherche appliquée, explique-t-il, n'est pas une différence d'utilité. Mais la première est libre, et le seul ordre qu'elle envisage est celui qui naît de la hiérarchie même des connaissances. La seconde, au contraire, est astreinte à un programme et respecte des urgences liées aux besoins d'un groupe humain » (1). Et M. Bustarret, directeur de l'INRA, n'approuvait-il pas cette conception lorsqu'il disait en 1962 : « ... il doit être bien entendu que l'objectif final de ces recherches (économiques et sociales) doit être non seulement l'amélioration de l'économie agricole, mais surtout l'amélioration de la situation de ceux qui vivent de l'agriculture. En outre, ces recherches doivent être conduites en liaison étroite avec l'ensemble des organisations agricoles » (2).

Or, au cours de la session, nous avons entendu de vigoureux plaidoyers sur les travaux effectués par le département d'économie et de sociologie de l'INRA, mais ceux-ci ne nous ont pas semblé tout à fait orientés par les directives précédentes.

Nul doute qu'il était malaisé de mettre sur pied un organisme ayant une politique bien définie, compte tenu de la nécessité de former rapidement quelque 70 jeunes chercheurs. Mais l'activité actuelle, après quinze ans de fonctionnement, conduit à poser quelques questions.

En entendant certains économistes ruraux, on est tenté de leur appliquer le mot de Molière aux médecins : « Entendez-les parler, les plus habiles du monde ; voyez-les faire, les plus ignorants de tous les hommes ». Or la recherche agronomique ne survivra qu'à la condition d'être utile dans le sens économique du mot.

Ne convient-il pas ensuite de se demander si nos jeunes chercheurs ont l'esprit d'équipe ? Chacun, tout frais émoulu de l'école, veut être « maître de sa recherche ». Est-ce possible ? Est-ce souhaitable ?

D'autre part, des contacts étroits sont-ils maintenus entre le département d'économie et sociologie de l'INRA et la Profession agricole, pour définir les programmes, pour contrôler les résultats, et pour que les spécialistes de la Profession, très proches des besoins des agriculteurs, puissent apporter une contribution de valeur ?

Enfin le département d'économie et de sociologie de l'INRA semble jouir d'une sorte de monopole. Il détient tous les crédits. Il en dispense quelques bribes çà et là comme pour faire un geste de générosité. Pourquoi l'enseignement supérieur agricole, qui a pourtant apporté et apporte encore une contribution majeure à notre discipline, est-il si défavorisé ?

Terminons cet avant-propos par deux remarques d'ordre très général.

Tout d'abord, en dépit de quelques remarquables exceptions, signalons dans les exposés de la session une certaine carence : c'est l'oubli de tous les économistes ruraux qui ne sont pas fonctionnaires, chercheurs ou

(1) BERGER (Gaston). — *L'homme moderne et son éducation*, p. 102. PUF 1962.

(2) Compte rendu de l'Académie d'Agriculture, séances des 28 février et 7 mars 1962.

enseignants. Pourtant les économistes ruraux de la Profession agricole, des sociétés de développement (en France et Outre-Mer), des bureaux d'étude, des centres de gestion..., remplissent des fonctions de plus en plus indispensables à la vie quotidienne de l'Agriculture. Satisfaire leurs besoins est aussi un des buts de la SFER.

Enfin les économistes ruraux français n'ont-ils pas tendance à se replier sur eux-mêmes ? Ils se citent les uns les autres comme s'ils faisaient des révérences, mais ils font bien peu de références aux collègues étrangers.

Quant aux travaux menés en collaboration avec des étrangers, il n'y en a pas. La commission de notre session qui était chargée des rapports internationaux, a attiré un public plus que restreint. Certes notre Société s'est souciée de ce problème, en organisant par exemple une session sur le Marché commun avec nos collègues anglais. Mais des formules de coopération internationale plus étroites entre chercheurs, enseignants, économistes ruraux des bureaux d'études, spécialistes de l'aménagement du territoire, et conseillers de gestion, sont à mettre au point, non seulement par notre Société, mais aussi par d'autres organismes.